

**Les politiques structurelles** ont une action à long terme. Elles modifient en profondeur les structures de l'économie. Elles sont souvent qualifiées par le secteur ou le domaine sur lesquelles elles portent (exemple : politique industrielle).

**Une politique conjoncturelle** est une politique à court-terme, son action est donc limitée dans le temps. C'est l'ensemble des interventions de l'Etat susceptibles de modifier à court-terme l'évolution de l'économie

## Les politiques économiques conjoncturelles

Jusqu'aux années 1930, la plupart des économistes imputaient les crises aux imperfections des marchés concrets et recommandaient d'attendre que ces mécanismes ramènent la stabilité et le plein emploi. Cependant, la crise de 1929 a remis en cause la capacité auto-régulatrice du marché. **John Maynard Keynes** a alors proposé une conception différente du fonctionnement de l'économie.

Selon lui alors, seule une intervention des pouvoirs publics augmentant la demande adressée aux entreprises peut rétablir la situation.

S'appuyant sur cette analyse, les différents gouvernements ont alors engagé des politiques conjoncturelles actives après la Seconde guerre mondiale. De nombreux plans de relance ont également été mis en oeuvre après la crise de 2008, pour soutenir, momentanément, la consommation et l'investissement, le temps que « l'économie reparte ».

La fonction de la politique économique est donc de corriger les déséquilibres ou les dysfonctionnements de l'économie. Les principaux objectifs de l'Etat sont ceux proposés par Nicolas Kaldor et constituent le « **carré magique** » : une *croissance économique* maximale, le *taux de chômage* le plus faible, la *stabilité des prix* (maîtrise de l'inflation) et la recherche de *l'équilibre extérieur*. Afin d'améliorer ces indicateurs, l'Etat peut mettre en œuvre **une politique de régulation conjoncturelle**.

Les politiques conjoncturelles agissent principalement sur la demande (consommation & investissement), les pouvoirs publics peuvent alors choisir de mettre en place une politique conjoncturelle visant à stimuler l'activité économique pour lutter contre le chômage et la contraction du PIB (**politique de relance**) ou de freiner l'activité économique pour lutter contre le déficit public ou réduire l'inflation (**politique de rigueur**). Ils disposent pour cela de deux outils :

- la **politique budgétaire** consiste à faire varier le solde du budget de l'Etat. Keynes a montré qu'un déficit budgétaire agissait favorablement par l'**effet multiplicateur des dépenses** sur l'activité.
- la **politique monétaire** influence l'investissement et l'épargne en agissant, via les taux d'intérêt, sur les conditions de crédit. Elle peut elle aussi être utilisée pour relancer l'économie ou la ralentir,

### **la politique budgétaire :**

#### **L'Etat utilise son budget (recettes / dépenses) comme instrument de régulation.**

L'Etat peut agir sur le niveau des **dépenses d'investissement** (toute augmentation de l'investissement public est supposée entraîner une augmentation plus forte du revenu national : principe du **multiplicateur keynésien\***), sur le niveau des **traitements des fonctionnaires**, sur l'emploi (création d'emplois aidés), sur les **recettes** (variation à la hausse ou à la baisse des impôts qui aura un impact sur la consommation et l'investissement), etc. L'Etat peut également aider les entreprises par le biais de **subventions**, d'aides à la recherche, de **dégrèvements fiscaux** (remises d'impôts qui réduisent le montant versé), etc. Les recettes et les dépenses publiques exercent spontanément une **action contracyclique** (contraire : procyclique) sur l'activité économique i.e. d'atténuation des aléas de la conjoncture économique. En effet, si une grande partie des dépenses publiques sont indépendantes des variations à court terme de l'activité économique (ex : rémunération et retraite des fonctionnaires), certaines d'entre elles sont, en revanche, mécaniquement liées à la conjoncture. C'est notamment le cas des dépenses d'indemnisation du chômage ou des prestations sociales versées sous condition de ressources, qui augmentent quand l'activité économique se dégrade. On considère ainsi que l'élasticité des dépenses publiques à la conjoncture est comprise entre 0,1 et 0,3, autrement dit, les dépenses publiques ont tendance à augmenter spontanément de 0,1 à 0,3 point lorsque la croissance ralentit d'un point. Lorsque l'activité économique ralentit, les dépenses publiques ont tendance à s'accélérer tandis que les entrées de recettes ralentissent mécaniquement, ce qui provoque une détérioration du solde budgétaire : le montant des recettes fiscales diminue et le volume de dépenses publiques augmente. La détérioration de l'activité économique provoque alors un transfert de revenus des administrations publiques vers les ménages et les entreprises, ce qui atténue mécaniquement l'effet du ralentissement économique sur les revenus de ces derniers. À l'inverse, en période de forte expansion

économique, les prélèvements obligatoires collectés augmentent mécaniquement, tandis que les dépenses publiques diminuent, ce qui a tendance à freiner la croissance de la demande intérieure et donc à atténuer les risques de surchauffe inflationniste. Les recettes et les dépenses publiques fonctionnent donc comme des « **stabilisateurs automatiques** » puisqu'elles contribuent à amortir les variations conjoncturelles de l'activité économique.

## **la politique monétaire :**

**La politique monétaire consiste à fournir les liquidités nécessaires au bon fonctionnement et à la croissance de l'économie tout en veillant à la stabilité de la monnaie tant externe (parité avec les autres devises) que interne (maîtrise de l'inflation).** La politique monétaire doit donc réguler la masse monétaire, et donc la création de monnaie, via le crédit. La modulation de la demande de crédit se fait par le biais des taux (d'intérêt) directeurs. Par exemple, une hausse de ces derniers (décidée au niveau de la Banque Centrale) provoque une baisse des crédits octroyés. Cela lui permet ainsi de concourir à la stabilité des prix. Une **politique monétaire restrictive** correspond à une politique monétaire privilégiant des taux d'intérêt élevés afin de lutter contre l'inflation ; inversement, une **politique monétaire expansionniste** correspond à une politique monétaire privilégiant des taux d'intérêt faibles afin de relancer la croissance. Dans la zone euro, les autorités monétaires (BCE) sont indépendantes et considèrent que la croissance et l'emploi ne relèvent pas de leur responsabilité ; leur objectif principal est le maintien d'un taux d'inflation faible (moins de 2 %).

### La politique de relance

<u>Objectif</u>	<u>Mécanismes détaillés</u>	<u>Limites</u>
<p><b>Stimuler la demande afin que les entreprises produisent davantage et embauchent.</b> L'objectif est donc de sortir de l'équilibre de sous-emploi en stimulant la demande. Cela permettra de générer de la croissance et de l'emploi.</p>	<p>C'est une politique d'inspiration keynésienne dont l'instrument privilégié est l'accroissement du déficit budgétaire. Cette politique est <b>contracyclique</b> (= anticyclique) car elle propose notamment un soutien de la demande en période de sous-emploi. Cette <b>politique budgétaire expansive</b> permet, d'après le principe du <b>multiplicateur keynésien</b>, d'augmenter le revenu des différents agents, donc la consommation et l'épargne, ceci conduisant à un accroissement de la production des biens et des services. Les entreprises vont alors investir et embaucher, contribuant dès lors au retour de la croissance. Le mécanisme du multiplicateur keynésien s'accompagne de <b>stabilisateurs automatiques</b> concourant au retour de l'équilibre budgétaire. En effet, le retour de l'emploi et de la croissance provoque une hausse des prélèvements obligatoires collectés (plus de TVA car plus de consommation, plus d'IRPP car plus de revenus, plus d'IS car plus de profits pour les entreprises, etc.). Cette hausse permet d'ailleurs de combler le déficit budgétaire originellement utilisé pour relancer l'activité économique.</p>	<p>Les besoins de financement liés à l'accroissement des dépenses publiques provoquent généralement une hausse des emprunts de l'État et, du fait de cette demande supplémentaire adressée aux marchés de capitaux, des taux d'intérêt. Or, cette hausse des taux décourage une partie des agents économiques à emprunter (<b>effet d'éviction</b>). De plus, la demande supplémentaire permise par l'augmentation des dépenses publiques doit s'adresser en priorité aux producteurs nationaux sinon cela ne stimule pas l'offre domestique (<b>problème de contrainte extérieure</b>). En outre, l'accumulation des déficits budgétaires vient gonfler l'encours de dette publique et augmente les charges futures de l'État. Or, plus un État est endetté, plus la charge de cette dette (intérêts) est élevée. Les PP doivent sans cesse s'endetter pour rembourser les emprunts précédents (<b>effet boule de neige de la dette</b>). Enfin, un <b>risque d'inflation</b> est possible si les producteurs nationaux ne satisfont pas la demande ainsi que les producteurs étrangers (l'ajustement se fait par les prix et non les quantités).</p>
<p><u>Moyens</u></p>		
<p>Sont utilisés la politique budgétaire, monétaire mais aussi des revenus (variation du SMIC, des prestations sociales) et fiscale (variation de l'impôt).</p> <p>Les PP vont ainsi favoriser la consommation des ménages (hausse du SMIC, du RMI-RSA, etc.), l'investissement des entreprises (aides fiscales, prêts, subventions, etc.) et/ou les dépenses publiques (création d'emplois publics, hausse du traitement des fonctionnaires, déficit budgétaire, etc.). On peut parallèlement effectuer une politique monétaire expansionniste en abaissant les taux d'intérêt pour stimuler l'investissement et la consommation.</p>		

## La politique de rigueur

<u>Objectif</u>	<u>Mécanismes détaillés</u>	<u>Limites</u>
L'objectif est de <b>rétablir rapidement les grands déséquilibres</b> : équilibre extérieur, inflation, équilibre budgétaire.	Afin de rendre les entreprises plus compétitives, il faut de la <b>désinflation</b> . Pour cela, la progression des salaires doit être limitée ( <b>désindexation</b> des salaires sur les prix pour les fonctionnaires autrement dit limitation haussière de leurs traitements) et le niveau des taux d'intérêts suffisamment élevé pour freiner la demande. En bridant la demande, les dérapages inflationnistes vont disparaître donc les produits domestiques seront moins chers comparativement aux produits étrangers. Les entreprises gagneront en <b>compétitivité prix</b> parallèlement à la désinflation (on parle d'ailleurs de <b>désinflation compétitive</b> ). Cela doit, conformément au <b>théorème de Schmidt*</b> , relancer l'invest. et l'emploi. Quant à la recherche de l'équilibre budgétaire, elle repose sur un accroissement des recettes et une diminution des dépenses (ce qui réduit aussi l'inflation).	Les politiques de rigueur ont tendance à provoquer à court terme un <b>ralentissement de l'activité et donc des destructions d'emplois</b> . En effet, le freinage de la demande nécessaire à la désinflation a des conséquences préjudiciables pour l'économie. De plus, la rigueur budgétaire incite les PP à limiter des dépenses qui, dans une logique keynésienne, sont indispensables à l'activité économique. En outre, la hausse des impôts n'est généralement pas bien acceptée au-delà de son évidente conséquence négative sur la croissance via l'atonie de la demande. Enfin, la mise en place de la rigueur est électoralement négative.
<p data-bbox="296 1160 400 1193"><u>Moyens</u></p> <p data-bbox="134 1238 564 1335">Sont utilisés la politique budgétaire, monétaire mais aussi des revenus et fiscale.</p> <p data-bbox="134 1368 564 1800">Au niveau budgétaire, il s'agit de réduire les dépenses de l'Etat et de combler le déficit par l'impôt. Au niveau des revenus, il s'agit de limiter leur croissance afin d'atténuer les pressions inflationnistes. Quant à la politique monétaire, elle repose sur une augmentation des taux d'intérêts directs afin de freiner l'investissement et la consommation donc de casser l'inflation et donc de rendre les entreprises plus compétitives.</p>		

\*« les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après demain »

Exercice : Compléter le schéma en déplaçant les étiquettes :